

Direction des Collectivités Locales  
et de l'Environnement  
Bureau des Installations Classées

## ARRÊTÉ

**n° 2006-47-2 du 16 février 2006**

**portant autorisation d'exploiter une carrière, une installation de traitement de matériaux (1<sup>er</sup> traitement), par la Sté MICHEL à CERNAY au lieu-dit « Lembentaschen »,  
au titre du titre I<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement**

*LE PRÉFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National et du Mérite*

- VU** le code de l'Environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V,
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations,
- VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** le Code minier et ses textes d'application,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU** les arrêtés ministériels du 10 février 1998 et du 9 février 2004 relatifs à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
- VU** le Schéma Départemental des Carrières du Haut-Rhin, approuvé par arrêté préfectoral du 6 février 1998 mis à jour le 3 février 2003,
- VU** l'arrêté préfectoral du 21 décembre 1988 modifié (ZERC I, II, et III ) et du 9 juillet 2004 prenant en considération un projet d'intérêt général relatif au projet de zone d'exploitation et de réaménagement coordonnés des carrières (ZERC III, n°13) dans le département du Haut-Rhin,
- VU** le plan d'occupation des sols de la commune de CERNAY,



PREFECTURE DU HAUT-RHIN

- VU** la demande du 5 mars 2005 (dépôt en préfecture le 8 avril 2005), par laquelle la société MICHEL sollicite l'autorisation de
- régulariser la situation administrative d'une installation de traitement de matériaux (installation de 1<sup>er</sup> traitement et installation de reconstitution de graves),
  - ouvrir, une carrière de sable et gravier,
  - exploiter une station de transit de matériaux minéraux solides,
  - déroger à la bande de protection périphérique de 10 mètres de large, sur 920 mètres linéaires, à CERNAY,
- VU** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur suite à l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise du 22 août au 23 septembre 2005,
- VU** les avis exprimés lors de l'enquête publique et administrative,
- VU** le rapport de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées, du 18 novembre 2005,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2006-19-4 du 19 janvier 2006 portant sursis à statuer,
- VU** l'avis de la Commission départementale des carrières du 31 janvier 2006,

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant, notamment le phasage d'exploitation et la remise en état coordonnée des terrains, les garanties financières de remise en état des sols, la levée régulière d'un plan d'avancement des travaux, la mise en place de moyens d'interdiction d'accès aux parties dangereuses du site (vérification des bornes), les distances de recul permettant notamment de garantir la stabilité des terrains riverains, l'interdiction de remblayage, la mise en œuvre de moyens de protection des sols et sous-sols dans le cadre des opérations d'alimentation en carburant, le traitement des eaux pluviales de ruissellement de l'aire de distribution de carburant, le contrôle de la qualité des rejets d'eau pluviale, les valeurs limites d'émission s'agissant du rejet des eaux de lavage de matériaux dans le plan d'eau de la carrière, les valeurs limites de bruit et le contrôle des niveaux sonores, la surveillance de la qualité des eaux souterraines, sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations,

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation respect du POS, schéma des carrières du département, ainsi que les mesures techniques suivantes :

- mise en place d'un dispositif de clôture,
- mise en place d'une aire étanche pour les opérations d'alimentation en carburant, drainage et traitement des eaux pluviales de ruissellement de cette aire étanche sur décanteur/déshuileur équipé d'un dispositif d'obturation automatique,
- mise en place de dispositif (merlon – plantation) pour limiter l'impact visuel,
- limitation de la circulation des véhicules et arrosage des pistes pour limiter les émissions de poussières, recouvrement d'enrobé et nettoyage régulier de l'aire d'accès au site,



PREFECTURE DU HAUT-RHIN

- maintien de banquettes de protection réglementaire de talus de pente réglementaire permettant d'assurer la stabilité des fronts,
  - gestion des déchets,
  - contrôle annuel de la qualité des eaux de lavage de matériaux avant rejet au plan d'eau,
  - mise en place d'un dispositif de contrôle de la qualité des eaux souterraines et surveillance,
  - remise en état du site en vue de son ultérieure vocation écologique,
- prévues dans le dossier de demande d'autorisation permettent de limiter les inconvénients et dangers,

**CONSIDÉRANT** qu'à la rédaction du présent projet d'arrêté préfectoral et s'agissant du calcul du montant des garanties financières de remise en état de la carrière, le dernier indice connu était de 522,80 (juin 2005) et qu'il en a été tenu compte pour actualiser les montants de garanties financières annoncés au dossier de demande d'autorisation,

**CONSIDERANT** que la carrière et des diverses installations figurant au dossier de demande d'autorisation d'exploiter (installation de 1<sup>er</sup> traitement de matériaux, installation de reconstitution de graves, station de transit de matériaux minéraux solides), se situent en zone NC-c du document d'urbanisme de la commune de CERNAY qui n'autorise dans cette zone que l'ouverture et l'exploitation de carrières,

**CONSIDERANT** que l'installation de 1<sup>er</sup> traitement de matériaux (criblage, concassage, etc...) est directement liée à l'exploitation de la carrière,

**CONSIDERANT** que la station de transit de matériaux minéraux solides et l'installation de reconstitution de graves ne sont pas directement liées à l'exploitation de la carrière et qu'en conséquence elles ne peuvent être autorisées dans le périmètre d'exploitation du site de la carrière et de son installation de 1<sup>er</sup> traitement,

**APRÈS** communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

## ARRÊTE

### I- PORTÉE DE L'AUTORISATION

#### **Article 1<sup>er</sup> – CHAMP D'APPLICATION**

Sous réserve du respect des prescriptions édictées aux articles 2 et suivants, la société MICHEL, dont le siège social est 150 rue de Pfastatt –BP 60046 – 68261 KINGERSHEIM cedex est autorisée à :

- poursuivre l'exploitation d'une installation de 1<sup>er</sup> traitement de matériaux,

- exploiter à sec et en eau une carrière de sable et gravier sur le territoire de la commune de CERNAY au lieu-dit "Lembentaschen".

L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité
Carrière	2510-1	A	<ul style="list-style-type: none"> <li>- surface de la carrière : 10,9402 ha</li> <li>- surface pour l'installation de 1<sup>er</sup> traitement et les stocks associés : 4,34 99 ha</li> <li>- tonnage annuel maximal à extraire : 150.000 t</li> <li>- quantité totale autorisée à extraire : 1.699.000 t</li> </ul>
Installations traitement de matériaux : - installation de 1 <sup>er</sup> traitement,	2515 -1	A	puissance en kW : 584
Installation de distribution de carburant (pour véhicules du site)	1434-2	D	distribution équivalente de : 1,2 m <sup>3</sup> /h

Compte tenu du document d'urbanisme de CERNAY, et de son règlement applicable à la zone NC-c, l'exploitation d'une installation de reconstitution de graves et d'une station de transit de matériaux minéraux solides, est interdite dans le périmètre du site de la carrière, autorisé par le présent arrêté.

## **Article 2 – DURÉE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est accordée pour une durée de 23 ans à compter de sa notification.

Sauf en cas de renouvellement de cette autorisation, l'extraction des matériaux commercialisables est achevée neuf mois avant cette échéance et la remise en état six mois avant cette échéance.

A la fin de la durée d'exploitation du site, celui-ci devra être débarrassé de toutes les installations fixes liées à son exploitation.

## **Article 3 - PÉRIMÈTRE AUTORISÉ**

Par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté, le périmètre autorisé est limité :

- aux parcelles suivantes :

📍 S'agissant de la carrière – zone d'exploitation

Section	Parcelle
69	14 P
	97/28 P
	99/29 P
	101/30 P



PREFECTURE DU HAUT-RHIN

	103/31 P
	107/32 P
	110/33 P
	113/34 P
	116/35 P
	119/36 P
	210/9 P
	212/10 P
	214/11 P
	216/12 P
	229/18 P
	231/19 P
	234/22 P
	241/15 P
	242/16 P
	245/17 P
	252/8 P
	254/7 P
	256/6 P
	258/5
	262/0.14 P
84	1 P
	2
	3
	4 P
	20 P

« P » : partie de parcelle.

Le périmètre est plus spécialement délimité par le polygone de sommets [A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2, J2, K2, L2, M2, N2, O2, P2, Q2, R2, S2, T2, U2, V2, W2, X2, Y2, Z2, A2], définis par les coordonnées suivantes du système LAMBERT :

Sommet	Coordonnées Lambert	
	X	Y
<b>A.2</b>	961800.32	320681.57
<b>B.2</b>	961976.48	320614.92
<b>C.2</b>	962075.27	320958.68
<b>D.2</b>	962125.58	320939.75
<b>E.2</b>	962139.04	320988.64
<b>F.2</b>	962355.20	320882.98
<b>G.2</b>	962343.32	320838.96
<b>H.2</b>	962309.29	320791.67
<b>I.2</b>	962294.20	320778.27
<b>J.2</b>	962289.10	320773.75
<b>K.2</b>	962275.72	320761.87
<b>L.2</b>	962259.50	320747.46



PREFECTURE DU HAUT-RHIN

<b>M.2</b>	962122.38	320667.00
<b>N.2</b>	962101.27	320653.33
<b>O.2</b>	962087.40	320644.36
<b>P.2</b>	962079.89	320639.49
<b>Q.2</b>	962057.56	320625.04
<b>R.2</b>	962030.14	320607.29
<b>S.2</b>	962014.51	320598.39
<b>T.2</b>	961985.22	320578.01
<b>U.2</b>	961959.93	320557.27
<b>V.2</b>	961870.72	320483.70
<b>W.2</b>	961850.48	320491.24
<b>X.2</b>	961815.60	320488.36
<b>Y.2</b>	961777.86	320491.17
<b>Z.2</b>	961749.68	320501.55

☞ S'agissant de l'installation de 1<sup>er</sup> traitement et des stocks et installations associés

<b>Section</b>	<b>Parcelle</b>
<b>84</b>	13 P
<b>69</b>	250/22
	251/22
	234/22 P
	248
	249

« P » : partie de parcelle.

Le périmètre est plus spécialement délimité par le polygone de sommets [A1, B1, C1, D1, E1, F1, K1, L1, M1, N1, C2, O1, P1, A1] définis par les coordonnées suivantes du système LAMBERT

<b>Sommet</b>	<b>Coordonnées Lambert</b>	
	<b>X</b>	<b>Y</b>
<b>A.1</b>	961936.44	321189.66
<b>B.1</b>	961947.46	321185.58
<b>C.1</b>	961962.46	321185.19
<b>D.1</b>	961967.53	321199.53
<b>E.1</b>	961974.45	321197.73
<b>F.1</b>	961984.97	321238.31
<b>K.1</b>	962000.67	321233.82
<b>L.1</b>	961981.93	321164.19
<b>M.1</b>	962165.13	321096.62
<b>N.1</b>	962122.58	320940.88
<b>C.2</b>	962075.27	320958.68
<b>O.1</b>	962071.66	320946.14
<b>P.1</b>	961890.20	321014.44

- au lieu -dit : Lembentaschen à CERNAY

Toute modification de la dénomination des parcelles cadastrales et de leur concession doit être déclarée à l'inspecteur des installations classées.

## II- RÈGLES GÉNÉRALES

### **Article 4 - CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES – PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

En ce qui concerne les prescriptions du présent arrêté, qui ne présentent pas un caractère précis en raison de leur généralité ou qui n'imposent pas de valeurs limites, l'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant au minimum les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation,
- les plans tenus à jour,
- les actes administratifs pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,
- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit exigées par le présent arrêté,

### **Article 5 - MISE EN SERVICE**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque les installations n'ont pas été mises en service dans un délai de trois ans, ou n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

### **Article 6 - ACCIDENT - INCIDENT**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

### **Article 7 - MODIFICATION – EXTENSION – CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande

d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

Si l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale selon les modalités prévues à l'article 23.2 du décret du 21 septembre 1977. Le dossier de demande d'autorisation comprend :

- les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant,
- la constitution des garanties financières prévues par le présent arrêté,
- un document attestant le droit de propriété ou d'exploitation des terrains concernés.

### **Article 8 - MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF D'UNE INSTALLATION**

- I. Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant notifie cet arrêt au préfet au moins six mois avant celui-ci.

Lors de l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles 34-2 et 34-3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé.

- II. Il est joint à la notification au préfet, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site conformément aux dispositions des articles 34.1 à 34.6 du décret du 21 septembre 1977.

Ce mémoire indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'installation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site,
- les interdictions ou limitation d'accès au site,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement,
- le respect des dispositions applicables à la remise en état du site.

### **III - PRESCRIPTIONS APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS**

Les installations sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux, ainsi qu'aux dispositions suivantes.

### **AMÉNAGEMENT PRÉLIMINAIRES ET DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION**



## **Article 9 - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES :**

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant :

- met en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,
- place des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,
- met en place à la périphérie de la zone en exploitation, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre cette zone,
- aménage l'accès à la voirie publique de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

## **Article 10 - DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION :**

La déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 est subordonnée à la réalisation des aménagements préliminaires mentionnés ci-dessus.

Cette déclaration est transmise en trois exemplaires au Préfet et est accompagnée du document établissant la constitution de garanties financières définies à l'article 31 du présent arrêté.

## **SÉCURITÉ DU PUBLIC**

## **Article 11 - ACCÈS ET CIRCULATION DANS LA CARRIÈRE :**

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. La conception des dispositifs d'interdiction d'accès aux parties dangereuses du site ne doit pas nuire à la réalisation des travaux de remise en état. Plus particulièrement dans le cadre de la réalisation de merlons périphériques avec des terres de découverte, l'exploitant devra pouvoir disposer de suffisamment de terres de découverte pour mener à bien les travaux de remise en état prévus à l'article 30 du présent arrêté.

Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

## **Article 12 - DISTANCES DE REcul – PROTECTION DES AMÉNAGEMENTS :**



PREFECTURE DU HAUT-RHIN

Les bords de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé défini à l'article 3, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, sauf en ce qui concerne :

- le linéaire joignant les points A2, B2, C2, D2, E2, F2, Angle Sud-Est de la parcelle 3 - section 84, où la banquette de protection périphérique pourra être exploitée dans le but de créer un plan d'eau unique en reliant celui du site aux plans d'eau riverains existants,
- le linéaire Z2, A2, le long de la RN 483 où la largeur de la banquette de protection sera telle que la distance entre « *axe de RD483* » et « *bord de l'excavation* » de 35 m. (soit environ 17 m par rapport aux limites du périmètre carrière),
- la zone de proximité du point T2 (voir plan parcellaire) où la banquette de protection est de 0 mètre compte tenu de l'exploitation antérieure de ce secteur (avant les années 1980).

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Compte tenu de la présence de lignes électriques à proximité du site, l'exploitant veille particulièrement au respect des dispositions du décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 et de l'arrêté interministériel du 16 novembre 1994 relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

## CONDUITE DE L'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE

### **Article 13 - POMPAGE DE LA NAPPE PHRÉATIQUE :**

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état, est interdit.

Toutefois pour l'activité de lavage des matériaux au niveau de l'installation de 1<sup>er</sup> traitement de matériaux citée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, l'exploitant est autorisé à pomper dans les eaux souterraines, au droit d'un ouvrage positionné sur le périmètre autorisé par le présent arrêté, à un débit de 300 m<sup>3</sup>/h, conformément aux prescriptions de l'article 22 du présent arrêté.

Ces eaux seront évacuées, après lavage des matériaux, conformément aux dispositions de l'article 23.1 du présent arrêté.

### **Article 14 - TRAVAUX PRÉPARATOIRES :**

**Article 14.1. Matérialisation des distances de sécurité.** Avant le début de chaque phase d'exploitation, l'exploitant matérialise sur le site les distances de sécurité définies à l'article 12.



PREFECTURE DU HAUT-RHIN

**Article 14.2. Défrichement.** Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation et en conformité à l'arrêté de déboisement n°2005-49-27 du 18 février 2005.

**Article 14.3. Décapage.** Aucune extraction n'a lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Les opérations de décapage respectent les dispositions suivantes :

- la Direction régionale des affaires culturelles (Service régional de l'archéologie) est avisée, au moins trois semaines à l'avance, de toute campagne de décapage,
- les horizons humifères sont enlevés en premier, avant les autres matériaux de découverte. Aucun déplacement des horizons humifères n'a lieu par temps de pluie,
- la circulation des engins doit être évitée sur les zones à décapage,
- toutes dispositions sont prises pour éviter le contact de sols riches en matières organiques avec les eaux superficielles ou souterraines,

**Article 14.4. Découvertes archéologiques.** Toute mise à nu d'éventuel vestige provenant de gisements archéologiques, est immédiatement signalée à la Direction régionale des affaires culturelles (Service régional de l'archéologie).

**Article 14.5. Stockage des terres de découverte et des horizons humifères.** Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les horizons humifères aux stériles. Les horizons humifères et les stériles sont stockés séparément de manière à pouvoir être réutilisés lors de la remise en état des lieux.

**Article 14.6. Evacuation hors du site des excédents de terres de découverte et d'horizons humifères.** Dans tous les cas, cette évacuation des excédents de terres de découverte et d'horizons humifères ne peut être effectuée qu'après constitution du stock tampon minimal nécessaire à la réalisation de la remise en état du site après exploitation. L'exploitant doit être capable de justifier à tout moment des quantités conservées.

**Article 14.7. Fossés de drainage. (\*)**

#### **Article 15 - EXTRACTION :**

L'exploitation doit permettre un défructement maximum du gisement en profondeur sous réserve de la stabilité des berges, donc traverser les éventuelles couches argileuses, conglomératiques ou limoneuses présentes.

L'exploitation se fait, par couloir de dragage, à l'intérieur du périmètre maximal d'évolution de l'engin d'extraction, de façon à ce que les talus prévus pour la remise en état du site soient obtenus directement par excavation et non par remblayage.

Ces talus sont donc réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente en garantissant la stabilité, à savoir une pente moyenne mesurée par rapport à l'horizontale de :

- 1/1,5 (environ 33°), pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales connues de la nappe,
- 1/10 (environ 6°) mesuré depuis la cote moyenne estivale du niveau libre de l'eau, pour les zones de haut-fond, prévues au document d'impact, et de remise en état joint au présent arrêté,

- 1/2,5 (environ 22°), pour les parties exploitées en eau.

La profondeur d'exploitation est limitée à un maximum de 20 m par rapport au terrain naturel.

L'exploitant définit une méthode de repérage de l'engin d'extraction permettant de garantir le respect des prescriptions du présent arrêté.

#### **Article 16 - REMBLAYAGE :**

Tout remblayage dans le périmètre de la carrière est interdit.

Si nécessaire et en cas d'une demande préfectorale particulière, les opérations de remblaiement ne pourront être effectuées qu'avec des matériaux inertes, tels que des granulats, des enrochements et ceux existant naturellement sur le site. Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

### **PLAN D'EXPLOITATION**

#### **Article 17 - CONTENU :**

Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates des levés,
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation (carrière et installation de 1<sup>er</sup> traitement), ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,
- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité définies à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- les courbes de niveau (*équidistantes, tous les mètres d'altitude*) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau (*équidistantes, tous les 5 m de profondeur*),
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site (installation de 1<sup>er</sup> traitement, stocks, bassins de décantation/infiltration, chenal d'évacuation des eaux de sur-verse de ces bassins,...) et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,
- l'emplacement exact du bornage,
- la position des dispositifs de clôture et des barrières d'accès,
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,

- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau et celles remises en état,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière et aux installations de traitement,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.

#### **Article 18 - MISE À JOUR :**

Le plan est mis à jour suivant les éléments visés à l'article 17, au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent, à l'exception des courbes bathymétriques, qui sont mises à jour au moins tous les deux ans.

#### **Article 19 - COMMUNICATION DU PLAN :**

Le plan d'exploitation est conservé sur le site par la personne chargée de la direction technique des travaux et tenu à la disposition des agents mandatés pour assurer le contrôle de l'exploitation. Chaque version du plan est versée au registre d'exploitation de la carrière.

Ce plan comprenant tous les éléments visés à l'article 17 (*en particulier les courbes bathymétriques pour les carrières en eau*) est communiqué à l'inspecteur des installations classées tous les 2 ans, ou sur simple demande de sa part.

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment que :

- le plan soit établi ou validé par un géomètre- expert,
- des coupes supplémentaires (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) soient réalisées.

### **PRÉVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES**

#### **Article 20 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

### **Article 21 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES :**

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 l.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

### **Article 22 - PRÉLÈVEMENTS D'EAU :**

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les flux d'eau. Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

L'exploitant est autorisé à prélever l'eau, utilisée à des fins industrielles au fin du lavage des matériaux au niveau de l'installation de 1<sup>er</sup> traitement, dans la nappe, au droit du site autorisé, à raison d'un débit de 300 m<sup>3</sup>/h.

Lors de la réalisation d'un forage en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.

Les installations de l'entreprise dont le fonctionnement nécessite de l'eau ne doivent pas, du fait de leur conception ou de leur exploitation, permettre la pollution du réseau d'adduction d'eau public, du réseau d'eau potable intérieur ou de la nappe d'eaux souterraines, par des substances nocives ou indésirables, à l'occasion d'un phénomène de retour d'eau.

Notamment, toute communication entre le réseau d'adduction d'eau public ou privé et une ressource d'eau non potable, est interdite. Cette interdiction peut être levée à titre dérogatoire lorsqu'un dispositif

de protection du réseau d'adduction d'eau public ou privé contre un éventuel retour d'eau, a été mis en place.

## **Article 23 - REJETS D'EAUX :**

### **Article 23.1. Eaux de procédé**

Les rejets d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux, à l'extérieur du site, sont interdits.

Les eaux de lavage de matériaux seront dirigées vers deux bassins de décantation/ infiltration.

La surverse de ces bassins dans le plan d'eau de la carrière est autorisée sous réserve que les eaux rejetées au plan d'eau respectent, à leur rejet, les valeurs limites suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température inférieure à 30°C,
- Mest mesurées sur l'effluent non décanté : inférieures à 35 mg/l (NFT 90105),
- DCO<sub>eb</sub> : inférieure à 5mg/l (NFT 90101),
- hydrocarbures totaux : inférieurs à 5 mg/l (NFT 90114),
- chlorures : inférieurs à 50 mg/l.

Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.

### **Article 23.2. Eaux pluviales**

Les eaux pluviales de ruissellement de l'aire de dépotage/ distribution de carburant seront drainées et dirigées vers un dispositif de traitement du type décanteur/déshuileur, adapté à la pluviométrie, équipé d'un dispositif à obturation automatique, avant d'être infiltrées au droit du site.

Ces eaux pluviales sont infiltrées en respectant les dispositions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température inférieure à 30° C,
- matières en suspension totales (MEST), concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90-105),
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO), concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90-101),
- hydrocarbures totaux, concentration inférieure à 5 mg/l (norme NF T 90-114).

### **Article 23.3. Eaux usées domestiques**

Les eaux vannes et sanitaires sont évacuées et traitées conformément au Code de la Santé Publique.

## **Article 24 – REJETS ATMOSPHÉRIQUES :**

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. En particulier, les pistes de circulation sont arrosées en tant que de besoin pour éviter les envols de poussières.



Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

**Si les émissions sont captées :** Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières est inférieure à 30 mg/Nm<sup>3</sup>.

## **Article 25 – DÉCHETS :**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément.

Toute mise en dépôt à titre définitif des déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature que ce soit est interdite.

L'exploitant justifie le caractère ultime au sens de l'article L 541-24 du Code de l'Environnement, des déchets mis en décharge

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, doit être effectuée dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre du titre I<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement. L'exploitant doit pouvoir en justifier l'élimination.

Chaque lot de déchets spéciaux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Les huiles usagées sont éliminées conformément au décret 79-981 du 21 novembre 1979 et aux arrêtés ministériels du 28 janvier 1999 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, un récapitulatif des opérations effectuées au courant du trimestre précédent. Ce récapitulatif prend en compte les déchets produits et les filières d'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés trois ans.

## **Article 26- BRUIT :**

### **Article 26.1 - Principes généraux**

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du titre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, sont applicables.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes aux règles d'insonorisation en vigueur.



L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

## Article 26.2 - Valeurs limites

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée. Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 45 dB <sub>(A)</sub>	5 dB <sub>(A)</sub>	3 dB <sub>(A)</sub>

De manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissible définies précédemment, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limites de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)
Nord	70 dB <sub>(A)</sub>
Sud /Est	70 dB <sub>(A)</sub>
Ouest	70 dB <sub>(A)</sub>

Toute exploitation de carrières ou d'installations de 1<sup>er</sup> traitement, est interdit de nuit et jours fériés.

## Article 26.3 - Contrôles

Un contrôle de la situation acoustique est effectué dès la mise en exploitation des terrains de la carrière et ensuite tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée. Ce contrôle est effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

## Article 27 - VIBRATIONS :

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, sont applicables.

### SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

## **Article 28 - SURVEILLANCE DES REJETS :**

### **Article 28.1 – Principes généraux :**

Tous les rejets et émissions doivent faire l'objet de contrôles périodiques par l'exploitant.

Ces contrôles réalisés selon les règles de l'art doivent permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement. Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé.

Les résultats commentés de ces contrôles sont adressés dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 28.2 – Surveillance des eaux souterraines :**

L'exploitant assure, en aval et en amont de sa carrière et de ses installations, une surveillance de la qualité des eaux souterraines.

**Dans un délai de trois mois**, l'exploitant remettra au préfet une étude hydrogéologique, réalisée par un bureau d'étude compétent, s'agissant du sens d'écoulement de la nappe phréatique, de l'implantation du puits de contrôle amont et du puits de contrôle aval et des numéros d'enregistrement de ces puits.

**Dans un délai de six mois**, le suivi de la qualité des eaux souterraines aura été instauré. L'exploitant fera réaliser par un laboratoire agréé, des prélèvements et analyses conformément au tableau ci-dessous, en matière de paramètres à rechercher et fréquences d'analyses.

<b>Ouvrage / implantation du prélèvement</b>	<b>Paramètre</b>	<b>Fréquence</b>
puits amont	MEST, DCO, HC, pH, bactériologique type B3 chlorures	semestrielle en période de basses et hautes eaux
puits aval	MEST, DCO, HC, pH, bactériologique type B3 chlorures	semestrielle en période de basses et hautes eaux
plan d'eau de la carrière	MEST, DCO, HC, pH, bactériologique type B3 chlorures	annuelle en période de basses et hautes eaux
puits de pompage des eaux de lavage	chlorures, sulfates	annuelle en période de hautes eaux

Lors du premier contrôle de la qualité des eaux souterraines, le niveau piézométrique sera relevé. Il devra venir confirmer les sens d'écoulement annoncé, des eaux souterraines

Dans le cadre de la surveillance, à chaque prélèvement d'eau souterraine en vue d'analyse, le niveau piézométrique sera relevé.

Les équipements précédents, les prélèvements et les analyses à effectuer sont réalisés en respectant les normes en vigueur. Les paramètres d'analyses et fréquences de prélèvements pourront être revus ultérieurement, en fonction des résultats d'analyses.

#### **Article 28.3 – Surveillance de la qualité des eaux de sur-verse des bassins de décantation:**

Des analyses de contrôle, semestrielles, portant sur les paramètres cités à l'article 23.1 du présent arrêté, sont effectuées par un laboratoire agréé, au point de rejet dans le plan d'eau.

#### **Article 28.4 – Surveillance des eaux pluviales :**

Des analyses de contrôle, annuelles, portant sur les paramètres cités à l'article 23.2 du présent arrêté, sont effectuées par un laboratoire agréé, à la sortie du dispositif de traitement et avant infiltration.

#### **Article 28.5 – Surveillance des eaux de surface : (\*)**

#### **Article 28.6 - Surveillance des retombées de poussières : (\*)**

### **SÉCURITÉ**

#### **Article 29 - LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

L'installation de 1<sup>er</sup> traitement, ainsi que les engins d'exploitation et les véhicules circulant dans l'enceinte de la carrière sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Au niveau de la distribution/ravitaillement en carburant, et à proximité des stockages, les installations doivent disposer d'au minimum :

- 1 extincteur homologué 233 B pour l'îlot de distribution,
- 1 extincteur homologué 233 B pour le local technique,
- 1 extincteur homologué pour le tableau électrique,
- le nombre nécessaire d'extincteurs homologués NF M.I.H. 55 B au niveau du stockage de liquides inflammables,
- 1 bac de 100 litres d'agent fixant, neutralisant, absorbant, avec pelle et couvercle, à proximité des stockages, à proximité de la bouche de dépôtage de carburant, et au niveau de l'aire de distribution,
- une couverture spéciale anti-feu, à proximité de l'aire de distribution.

Les agents doivent être initiés à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie, et entraînés périodiquement à cette lutte. L'exploitant doit pouvoir justifier de cette formation.

## DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE ET GARANTIES FINANCIÈRES

### **Article 30 - DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE :**

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son exploitation.

Cette remise en état doit être accomplie selon le phasage et les modalités définies dans la demande et conformément aux plans joints au présent arrêté.

Sans préjudice des dispositions édictées dans le document d'impact, la remise en état est conduite dans le respect des prescriptions suivantes : mise en sécurité, nettoyage, insertion paysagère, compte tenu de la vocation ultérieure du site en zone naturelle et de loisirs (vocation piscicole du plan d'eau), et selon les aménagements définis ci-dessous et conformément au plan de remise en état final, annexé au présent arrêté :

- ✓ le tracé des rives doit éviter les formes linéaires ;
- ✓ les talus doivent présenter des pentes diverses, afin de permettre l'implantation d'espèces animales et végétales variées, tout en conservant la stabilité des terrains ;
- ✓ les terres de découverte et les horizons humifères servent à la remise en état des zones situées autour du plan d'eau et au niveau de la zone ayant supporté l'installation de traitement, les stocks et installations connexes au bon fonctionnement du site ;
- ✓ les plantations terrestres et aquatiques sont réalisées comme prévu dans le document d'impact ;
- ✓ le recouvrement des banquettes, de leur accès et si possible du front de taille, se fait en deux phases successives (terres de découverte, puis horizons humifères) ;
- ✓ les surfaces sur lesquelles les horizons humifères ont été remis en place ne doivent plus être parcourues par les engins de chantier ;
- ✓ les plantations prévues dans le document d'impact, sont réalisées, et notamment le long des routes N83 et D483. Les essences utilisées seront des essences locales ;
- ✓ si le sol à sec de l'exploitation est peu perméable, un ripage doit être réalisé ;
- ✓ des aménagements de berge graveleuse seront réalisés deux endroits des berges :
  - en berge sud sur 75 m linéaires
  - en berge est sur 200 m linéaires ;
- ✓ trois zones de haut-fond seront réalisées au niveau de la cote de battement de nappe (autour de 294 m NGF) :
  - en berge sud/ouest sur environ 70 m linéaires,
  - en berge nord/ est sur environ 70 m linéaires,
  - au niveau de la presqu'île (nord/ ouest du plan d'eau) sur environ 70 m linéaires.

La largeur moyenne des berges de haut-fond sera de 12 m. Dans les zones de hauts-fonds, il sera localement creusé des dépressions au niveau du battement des eaux afin de créer des mares en permanence ou occasionnellement en eau ; ces mares seront reliées au plan d'eau ;

- ✓ l'installation de 1<sup>er</sup> traitement des matériaux et les installations connexes de fonctionnement du site devront être démantelées et enlevées du site ;

- ✓ les terrains à sec, d'assise de l'installation de traitement de matériaux et des installations connexes (bascules, zones de stockage, etc...) du polygone [A1., B1, C1, D1, E1, F1, K1, L1, M1, N1, C2, O1, P1, A1], seront aplanis. Si ces zones sont peu perméables, un ripage devra être réalisé. Ces zones feront l'objet d'un recouvrement par des terres de découverte de 0,20 m d'épaisseur ;
- ✓ le secteur des anciens bassins de décantation/ infiltration situé dans le polygone précédemment défini, sera mis en sécurité et si cela est techniquement possible, recouvert d'une épaisseur de terre de découverte de 0,20 m d'épaisseur.

L'exploitant communique tous les ans à l'inspecteur des installations classées, un rapport concernant l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état.

### **Article 31 - GARANTIES FINANCIÈRES**

La mise en activité de la carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières destinées à assurer la remise en état du site après exploitation, prévues aux articles 23-2 à 23-6 du décret du 21 septembre 1977.

#### **Article 31.1 – Montant des garanties financières**

La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au présent arrêté.

L'exploitation de la phase [n + 2] ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase n est terminée

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales (ou en 4 périodes quinquennales et une période de 3 ans). A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

Période	Montant en Euros
2005 - 2010	139 550
2010 – 2015	136 175
2015 – 2020	148 130
2020 – 2025	139 825
2025 - 2028	119 535

La référence de départ des périodes est la date de signature du présent arrêté préfectoral.

L'indice de référence TP01 utilisé est :522,80 (juin 2005)

Le taux de TVA applicable au moment du calcul du montant est : 19,6 %

Le coefficient  $\alpha$  est :1,246

#### **Article 31.2 - Actualisation du montant des garanties financières**

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

### **Article 31.3. Justification des garanties financières**

Les garanties financières sont constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte est conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié.

Préalablement à toute exploitation dans la période quinquennale concernée, l'exploitant adresse au préfet, l'acte de cautionnement des garanties financières correspondant à la période.

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées doit être adressée au préfet par le titulaire de l'autorisation au moins six mois avant son échéance.

## **PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES**

### **Article 32 – INSTALLATIONS CONNEXES**

#### **Article 32.1 – Liquides inflammables (Installation de distribution de) (Rubrique n° 1434, anciennement rubrique n° 261 bis Arrêté type rubrique n° 261 bis)**

##### **Appareils de distribution**

1° L'habillage des parties de l'appareil de distribution où interviennent les liquides inflammables (unités de filtration, de pompage, de dégazage, etc.) doit être en matériaux de catégorie M0 ou M1 au sens de l'arrêté du 4 juin 1973 modifié portant classification des matériaux et éléments de construction par catégorie selon leur comportement au feu.

Les parties intérieures de la carrosserie de l'appareil de distribution devront être ventilées de manière à ne permettre aucune accumulation des vapeurs des liquides distribués.

2° La partie de l'appareil de distribution où peuvent être implantés des matériels électriques ou électroniques non de sûreté, doit constituer un compartiment distinct de la partie où interviennent les liquides inflammables. Ce compartiment devra être séparé de la partie où les liquides inflammables sont présents par une cloison étanche aux vapeurs d'hydrocarbures, ou par un espace ventilé assurant une dilution continue, de manière à le rendre inaccessible aux vapeurs d'hydrocarbure.

**3°** Les appareils de distribution devront être ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.

Les appareils de distribution seront installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

**4°** Lorsque l'appareil est alimenté par une canalisation fonctionnant en refoulement, l'installation sera équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

**5°** Le débit réel des pompes alimentant les appareils de distribution en libre-service sans surveillance sera limité à 40 litres de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) par minute ou l'équivalent pour les autres catégories.

Le débit de la pompe sera interrompu automatiquement au bout de 3 minutes à partir du début de livraison du liquide, exception faite toutefois des installations dont l'accès est réservé aux personnes spécialement formées à cet effet.

**6°** Le flexible de distribution ou de remplissage doit être conforme à la norme NF T47 255. Il sera entretenu en bon état de fonctionnement et remplacé au plus tard six ans après sa date de fabrication. Les flexibles de grande longueur seront équipés de dispositifs de manière à ce qu'ils ne traînent pas sur l'aire de distribution.

**7°** Le robinet de distribution sera muni d'un dispositif automatique commandant l'arrêt total du débit lorsque le récepteur est plein.

**8°** Dans le cas des installations en libre-service, l'ouverture du clapet du robinet et son maintien en position ouverte ne doivent pas pouvoir s'effectuer sans intervention manuelle.

**9°** La distance minimale d'éloignement, mesurée horizontalement à partir des parois d'appareils de distribution, doivent être de 10 mètres des limites de la voie publique et des limites de l'établissement.

Une distance minimale d'éloignement de 4 mètres mesurée horizontalement, devra être observée entre l'évent d'un réservoir d'hydrocarbures et les parois d'appareils de distribution.

**10°** Les prescriptions que doit observer l'utilisateur seront affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes et ce au niveau de chaque appareil de distribution. Elles concerneront notamment l'interdiction de fumer à proximité des pompes, des évents, de l'aire de dépotage et stockages de liquides inflammables, et d'approcher un appareil pouvant provoquer un feu nu, ainsi que l'obligation d'arrêt du moteur.

**11°** La zone de distribution sera dotée d'un système commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore.

**12°** Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, et qui auront été spécifiés dans la déclaration, les installations fixes de transfert de liquides inflammables, ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques seront reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons devra

présenter une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre sera inférieure à 10 ohms.

**13°** L'installation électrique comportera un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution du carburant.

La commande de ce dispositif sera placée en un endroit facilement accessible à tout moment au préposé responsable de l'exploitation de l'installation.

**14°** Le dépotage des citernes de transport aura lieu sur un emplacement étanche aux hydrocarbures et conçu pour drainer ceux-ci vers un dispositif de rétention.

L'aire de dépotage sera conçue de sorte que le volume de rétention, constitué du volume de stockage du dispositif de traitement (article 21 du présent arrêté) et de celui de l'aire de dépotage, soit au moins égal au volume du compartiment le plus important de la citerne routière de livraison.

L'aire de dépotage est conçue pour drainer les eaux pluviales de ruissellement vers un dispositif de traitement dont il est fait état à l'article 21 du présent arrêté.

Pendant les opérations de dépotage, l'aire sera convenablement balisée, et le chauffeur du véhicule de transport restera à proximité de son véhicule.

### III- DIVERS

#### **Article 33 – PUBLICITÉ**

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de CERNAY et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

#### **Article 34 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté sont à la charge de la société.

#### **Article 35 – DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant ou des contrats de forage dont il est titulaire.

#### **Article 36 – SANCTIONS :**



En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement.

### **Article 37 – EXÉCUTION - AMPLIATION**

Le Secrétaire général de la Préfecture du Haut- Rhin, et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace (DRIRE) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la Sté MICHEL.

Le Préfet,

**Délais et voies de recours** (Article L 514-6 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant, dans un délai de **2 mois** à compter de sa notification, ou dans un délai de **6 mois** à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département, pour les tiers ou les communes intéressées.

*(\*) Un canevas a été constitué en région Alsace pour la rédaction des prescriptions relatives aux arrêtés préfectoraux applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Certaines dispositions ne se justifiant pas pour les installations présentement visées, elles ont été supprimées. Néanmoins, la numérotation a été conservée pour permettre une homogénéité entre les arrêtés.*

## **ANNEXE I**

### **Liste des plans annexés au présent arrêté**

- ✓ Plan de situation du site (carrière et installation de 1<sup>er</sup> traitement)
- ✓ Plan parcellaire
- ✓ Plan de phasage d'exploitation
- ✓ Plan des Zones à Emergence Réglementée



LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ  
REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

- ✓ Plans de l'état de la remise en état de la carrière à échéance :
  - 5 ans
  - 10 ans
  - 15 ans
  - 20 ans
- ✓ Plan de la remise en état finale du site